

Option DROIT & AFFAIRES

L'ÉVÉNEMENT

Jeantet recrute une deuxième équipe en Restructuring pilotée par Hadrien de Lauriston

Exit Hoche Avocats pour Hadrien de Lauriston ! L'associé expert en prévention et traitement des difficultés des entreprises rejoint Jeantet pour porter la pratique restructuring aux côtés de Laïd Estelle Laurent.

Après Sandra Esquivá-Hesse chez DLA Piper ([ODA du 20 novembre 2024](#)), Laura Bavoux chez Franklin ([ODA du 5 juin 2024](#)), ou encore Caroline Texier chez Paul Hastings ([ODA du 30 avril 2024](#)), les mouvements au sein des cabinets d'avocats d'affaires se poursuivent en restructuring alors que le Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires (CNAJM) a comptabilisé près de 46 900 défaillances d'entreprises sur les neuf premiers mois de 2024 (+ 19 %). Cette fois c'est le cabinet français centenaire Jeantet qui accueille Hadrien de Lauriston pour officier aux côtés de Laïd Estelle Laurent. Cette dernière, qui s'est illustrée sur des dossiers tels que WeWork ([ODA du 7 mai 2024](#)) et Airseas ([ODA du 28 février 2024](#)), a vu partir en janvier Bertrand Biette – désormais à la tête de sa propre structure – avec lequel elle était arrivée il y a trois ans en provenance de Fidal ([ODA du 13 janvier 2021](#)). « Nous cherchions à compléter l'équipe existante de restructuring en raison du contexte actuel. Dans de multiples secteurs, notamment l'automobile ou l'immobilier, des acteurs importants ne bénéficient plus du soutien de l'Etat et sont en grande difficulté », indique Karl Hepp de Sevelinges, qui vient d'être reconduit pour un troisième mandat en tant que co-managing partners de Jeantet (170 avocats) avec Catherine Saint Geniest. Et Hadrien de Lauriston, qui est accompagné de sa collaboratrice Charlène Remaud, d'ajouter : « Il y a clairement une



accélération du nombre de défaillances. Les entreprises ont subi beaucoup de crises successives, la Covid, la crise de l'énergie, l'inflation. Elles viennent nous voir aujourd'hui dans des situations très dégradées et nous avons peu de temps pour trouver des solutions ». Le diplômé d'un master 2 droit des affaires de l'université Paris Nanterre et d'un LLM international law and legal studies de la Bond University pourra s'appuyer sur sa quinzaine d'années d'expérience pour répondre à ces nouveaux défis. Hadrien de Lauriston – qui accompagne des clients comme Keolis ([ODA du 11 décembre 2024](#)) – a fait ses premières armes chez Kuntz & Associés (2010-2012), Dentons (2013-2014), Gide Loyrette Nouel (2014-2017) et Bredin Prat (2017-2021), avant d'animer depuis 2021 le département Restructuring d'Hoche Avocats. « Jeantet travaille de plus en plus sur des faillites internationales, ou des sociétés en procédure de redressement à l'étranger, avec des filiales importantes en France, détaille Karl Hepp de Sevelinges, par ailleurs associé en M&A. Plus de 50 % de nos dossiers est cross-border, via nos best friends non exclusifs dans le monde. » L'aspect international devrait donc occuper une place stratégique dans l'activité de l'avocat dont la pratique généraliste va de l'amiable, à la restructuration de dettes, en passant par les procédures collectives et jusqu'au contentieux de responsabilité de dirigeant. ■

Sahra Saoudi

AU SOMMAIRE

Communauté

Jeantet recrute une deuxième équipe en Restructuring pilotée par Hadrien de Lauriston [p.1](#)
GBS Disputes : de nouvelles implantations et des promotions ... [p.2](#)
Carnet [p.2-3](#)

SNCF Réseau : la direction juridique et conformité d'Isabelle Hazard [p.4](#)

Affaires

Un quatuor de financeurs pour épauler le développement d'Elyse Energy ... [p.5](#)
Le conseil d'Elyse Energy : Thomas Clément, associé chez CLP-Cliperton ... [p.5](#)

Analyses

Réformes multiples en droit de la procédure civile : la première instance et l'appel sont impactés ... [p.7-8](#)
Nouvelle protection des dessins et modèles au sein de l'Union européenne [p.9-10](#)

LE CABINET DE LA SEMAINE

GBS Disputes : de nouvelles implantations et des promotions

Près de quatre ans après sa création, Gaillard Banifatemi Shelbaya Disputes (GBS Disputes) continue de faire grossir ses rangs. Youssef Daoud, Anders Junker-Nilsson et André Marini – trois avocats qui officiaient déjà au sein de l'équipe sous l'ère Shearman & Sterling – deviennent associés. Déjà, à l'automne, la boutique spécialisée en arbitrage avait ouvert deux bureaux, au Caire et à Abou Dabi.

Outre son expansion territoriale avec l'ouverture récemment de bureaux au Caire et à Abou Dabi comptant une équipe de douze avocats arabophones et placés sous la direction de Mohamed Shelbaya, associé fondateur du cabinet, Gaillard Banifatemi Shelbaya Disputes (GBS Disputes) poursuit sa croissance organique via la nomination de trois associés rattachés au bureau de Paris, effective à compter du 1^{er} janvier. Le trio au profil très international est un pur produit « GBS », qui fêtera ses quatre ans d'existence en février et comptera 12 associés dans la capitale française. Il a effectué l'intégralité de sa carrière en arbitrage international au sein de l'équipe, d'abord chez Shearman & Sterling, alors dirigée conjointement par Emmanuel Gaillard et Yas Banifatemi, et depuis février 2021, chez Gaillard Banifatemi Shelbaya Disputes. Il s'agit tout d'abord du franco-égyptien Youssef Daoud, principalement spécialisé dans l'oil and gas. L'avocat de 38 ans, formé en droit français et égyptien, a commencé sa carrière en 2010 chez Shearman & Sterling au sein de l'équipe de feu Emmanuel Gaillard. Youssef Daoud partagera désormais son temps entre Paris et le nouveau bureau du Caire de GBS. Autre promotion en tant qu'associé, celle d'Anders Junker-Nilsson. L'avocat de natio-



Youssef Daoud



Anders Junker-Nilsson



André Marini

nalité suédoise, âgé de 45 ans, est positionné en arbitrage commercial et d'investissement. Sa première partie de carrière s'est déroulée à Stockholm, en tant qu'avocat au département d'arbitrage d'un cabinet international de premier plan et en tant qu'assistant juridique au tribunal de district. Anders Junker-Nilsson a ensuite officié pendant trois ans chez Baker McKenzie avant de rejoindre Shearman & Sterling à partir de 2022. Il est diplômé de la Columbia Law School, de la Lund University et de The University of British Columbia. Enfin, le troisième nouvel associé de GBS Disputes est André Marini, 38 ans. De nationalité brésilienne et française, ce dernier est avocat aux barreaux de New York, de Paris et au Brésil. Le diplômé de la New York University of Law, de l'Institut de hautes études internationales et du développement, de l'University of Michigan Law School et de la Universidade Federal de Minas Gerais est formé en droit civil et de common law. Sa pratique est axée sur la résolution de litiges internationaux complexes découlant d'opérations de regroupement d'entreprises (fusions et acquisitions, joint-ventures et conflits entre actionnaires), de projets de construction, d'arbitrages dans le domaine de l'énergie et de litiges commerciaux, en particulier impliquant l'Amérique latine. ■

CARNET

Une nouvelle associée en social pour Moncey

Première promotion interne en matière d'associé depuis la création de Moncey Avocats en 2021 ! **Camille Cournot** accède ainsi au rang d'associée au sein du département Droit social de Moncey Avocats, cabinet qu'elle avait intégré en janvier 2024 en tant que counsel pour piloter la pratique. Fonds d'investissement, groupes français et internationaux et sociétés de croissance composent sa clientèle dans des secteurs tels que la métallurgie, les nouvelles technologies, le BTP et l'assurance.



situations pré-contentieuses et contentieuses en droit. Lors de transactions, son activité se fait également en collaboration avec les équipes corporate, fiscalité et financement, mais aussi avec l'équipe restructuring dans le cadre de réorganisations internes de groupe, y

compris au sein d'entreprises en conciliation et procédures collectives. La nouvelle associée de Moncey Avocats – qui en compte désormais neuf (sur plus de 40 avocats) – apporte ainsi son expertise en matière de consultation des instances représentatives du personnel, de transferts de salariés et de réductions d'effectif. Camille Cournot, diplômée d'un master 2 droit du travail et relations professionnelles de l'université Paris X Nanterre, a commencé sa carrière en 2011 chez Flichy Grangé Avocats, avant de rejoindre Jones Day en 2014 et d'y devenir counsel en 2022.

King & Spalding coopte Agnieszka Opalach

Agnieszka Opalach devient associée au sein de sa pratique Corporate de King & Spalding. L'avocate inscrite aux barreaux de Paris et de Barcelone conseille fonds d'investissement, groupes et banques d'affaires lors d'opérations de fusions-acquisitions et de private equity, en particulier avec une dimension internationale, et notamment dans le secteur des nouvelles technologies. Agnieszka Opalach, polyglotte (français, anglais, espagnol, italien, polonais et catalan), a officié pendant huit ans au sein de cabinets d'avocats d'affaires à Barcelone, avant de rejoindre Gide Loyrette Nouel (2014-2015), Orrick (2016-2019) et King & Spalding ces cinq dernières années.



DDG recrute Audrey Magny et son équipe

Audrey Magny, positionnée en M&A et private equity, intègre DDG en qualité d'associée à compter du 1^{er} janvier 2025. Elle intervient sur des opérations de private equity et de restructuration capitalistique, pour le compte de fonds d'investissement, de dirigeants et d'équipe de managers, dans des secteurs tels que l'industrie, la santé et les médias. La titulaire d'un DJCE – DESS droit des affaires et fiscalité de l'université CY Cergy Paris a passé 13 ans chez Hoche Avocats avant de cofonder en 2021 Smalt Avocats. Audrey Magny sera accom-



pagnée de trois collaboratrices : Hortense Bret, Lydia Brahimi et Stéphanie Komsta.



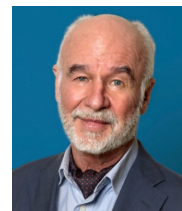
Jérôme Le Berre chez Trinity International

Trinity International, qui compte une soixantaine d'avocats répartis sur quatre bureaux (Londres, Paris, Washington et Singapour), se renforce en tax dans la capitale française avec le recrutement de Jérôme Le Berre en tant qu'associé afin d'ajouter la fiscalité aux expertises du cabinet dans les domaines du transactionnel, du financement de projet, du réglementaire et de l'arbitrage. Le fiscaliste, fort de 20 ans d'expérience en Afrique francophone et anglophone, conseille des clients internationaux sur les aspects fiscaux et douaniers de leurs investissements. Il dispose d'une expertise spécifique sur le secteur de l'énergie et des ressources naturelles. Jérôme Le Berre était depuis 2015 associé chez Dentons après plus de 14 ans chez Herbert Smith Freehills et quatre ans chez CMS Francis Lefebvre.

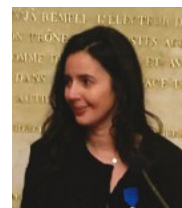
Brabant-de Cambiaire-Méziani & Associés voit le jour

Une nouvelle boutique dédiée à la compliance, à l'ESG, et aux contentieux émergents en matière de droits humains et d'environnement vient d'être lancée à l'initiative des associés Stéphane Brabant, François de Cambiaire et Lydia Méziani. Baptisée Brabant-de Cambiaire-Méziani & Associés (BCM & Avocats), le cabinet projette d'accompagner une clientèle d'entreprises dans leur transition vers un modèle économique plus responsable et durable. Objectif : concilier performance économique, responsabilité sociale et environnementale en intervenant en soutien des décisions stratégiques des dirigeants, dans la prévention et l'anticipation des risques judiciaires, ainsi que par la compré-

hension des enjeux internes et externes sur toute la chaîne de valeur. **Stéphane Brabant**, qui reste toutefois senior partner au sein



de Trinity International qu'il a rejoint en 2021, apporte son expertise en matière de droits humains, de négociation de contrats complexes et de gestion de crises dans les pays émergents, notamment en Afrique. Ancien d'Herbert Smith Freehills (1998-2021) et de PwC Legal and Tax (1989-1998), l'avocat est diplômé de la Australian National University, de l'université de Lille et de l'University of Dundee. **Lydia Méziani** s'ap-



puie, pour sa part, sur une expérience de près de 25 ans en politiques publiques, gestion des risques et compliance. La doctorante en droit privé et sciences criminelles

de l'université Aix-Marseille, a été conseillère technique du président chargée des « affaires sociales, santé et jeunesse » au Sénat (2002-2008), avant de rejoindre le groupe Nestlé d'abord comme directrice de la communication corporate et des affaires publiques (2008-2014), puis porte-parole senior du groupe « restructurations, communication et



gestion de crises » (2014-2019) et enfin directrice juridique (2019-2024). Quant à **François de Cambiaire**, passé par Brandford-Griffith & Associés (2011-2014), Lysias Partners (2014-2018) et Seattle Avocats (2018-2024), il est spécialisé en procédures judiciaires civiles et pénales, ainsi qu'en contentieux stratégiques. Il est diplômé de l'Essec Business School et d'un master 2 droit bancaire et financier de l'université Paris II Panthéon-Assas.

Option DROIT & AFFAIRES

Directeur de la rédaction et de la publication : Jean-Guillaume d'Ornano - 01 53 63 55 55
Directrice générale adjointe : Ariel Fouchard - 01 53 63 55 88
Rédactrice en chef : Sahra Saoudi - 01 53 63 55 51
sahra.saoudi@optionfinance.fr
Rédacteur : Pierre-Anthony Canovas - 01 53 63 55 73
pierre-anthony.canovas@optionfinance.fr

Editeur : Emmanuel Foulon - 01 53 63 55 56
Assistante : Rosalie Granger - 01 53 63 55 55
rosalie.granger@optionfinance.fr
Rédacteur en chef technique : Stéphane Landré (55 57)
Maquette : Christoph Ludmann (55 70)
Secrétaire générale : Laurence Fontaine - 01 53 63 55 54
Responsable des abonnements : Sandrine Prevost
01 53 63 55 58 - Sandrine.Prevost@optionfinance.fr
Service abonnements : 10 rue Pergolèse 75016 Paris
Tél. : 01 53 63 55 58 - Fax : 01 53 63 55 60
optionfinance : abonnement@optionfinance.fr

N° ISSN : 2105-1909 - N°CPPAP : optionfinance.fr : 0627 W 91411
Editeur : Option Droit & Affaires est édité par
Option Finance SAS au capital de 2 043 312 euros entièrement détenu
par Info SAS - Siège social : 10 rue Pergolèse - 75016 PARIS - RCS Paris
B 343 256 327
Option Finance édite : Option Finance, Option Finance à 18 heures,
Option Droit & Affaires, Funds, AOF, Option Finance Expertise, La Tribune
de l'assurance.
Hébergeur du portail optionfinance.fr et du site optiondroitetaffaires.fr : ITS
Integra, 42 rue de Bellevue, 92100 Boulogne-Billancourt - 01 78 89 35 00



10 rue Pergolèse • 75016 Paris • Tél. 01 53 63 55 55



A participé à ce numéro : Chloé Enkaoua et Emmanuelle Serrano

PORTRAIT

SNCF Réseau : la direction juridique et conformité d'Isabelle Hazard

Qui la dirige



C'est par le biais d'études d'histoire – en particulier concernant la construction européenne – qu'Isabelle Hazard dit être arrivée au droit. Titulaire de deux maîtrises en histoire des relations internationales et en droit communautaire, ainsi que d'un DEA de droit international et européen obtenus à Paris 1, son parcours l'amène d'abord à rejoindre la direction des affaires juridiques du ministère des Finances en 1990. « L'Agence judiciaire du Trésor créait un poste de chargé de mission sur les affaires européennes, explique-t-elle. J'y ai passé dix années consacrées à l'application du droit européen en France. » Nous sommes alors à l'époque des premiers grands dossiers en matière d'aides d'Etat et d'ouverture à la concurrence du secteur postal et des télécoms ; des sujets structurants pour l'économie française, et une période « très enthousiasmante » allant dans le sens de la mise en place d'un marché unique européen. Après un passage à l'Assemblée permanente des chambres de métiers et de l'artisanat (APCMA) en 2000, Isabelle Hazard intègre deux ans plus tard en tant que responsable le département des affaires juridiques de Réseau ferré de France (RFF), gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire nationale créée en 1997. En 2015, à la faveur d'une réforme législative, RFF et une partie de la SNCF fusionnent pour créer un gestionnaire d'infrastructures ferroviaires unifié ; cinq ans plus tard, la société anonyme SNCF Réseau, filiale de la SNCF, voit le jour. A la tête de sa direction juridique et conformité, Isabelle Hazard a dû s'adapter à la croissance d'un groupe passé de 1 500 personnes à plus de 50 000.

Comment elle s'organise

Aujourd'hui, la direction juridique de SNCF Réseau compte environ 90 collaborateurs répartis entre le siège à Saint-Denis et quatre agences juridiques territoriales : Ile-de-France, Nord-Est, Rhône-Alpes/Sud-Est et Atlantique. « J'ai calqué la structuration de ma direction sur l'organisation opérationnelle du réseau, en vue d'avoir des équipes parfaitement intégrées dans les processus de fonctionnement industriel de l'entreprise », précise Isabelle Hazard. Toutes les matières du droit y sont traitées, à l'exception du droit fiscal, au travers de plusieurs domaines de compétences : la conformité (lutte anticorruption, données personnelles, indépendance du gestionnaire d'infrastructures, conflits d'intérêts...), un pôle d'expertise sur des sujets de droit social et de l'environnement ; et une partie dédiée aux métiers de SNCF Réseau (maîtrise d'ouvrage et commande publique, commercialisation du produit et droit commercial appliqué aux contrats, exploitation ferroviaire, maintenance et sécurité). Un dernier aspect qui sollicite également le droit pénal. « Notre entreprise manipule un ouvrage qui est à la fois technique et dangereux, et dans ce cadre, nous sommes malheureusement confrontés à des accidents ferroviaires qui induisent des mises en cause de la responsabilité pénale », souligne la directrice juridique avant de mentionner un ensemble de missions très vaste et mouvant. « Etant en ouverture à la concurrence, le cadre législatif évolue en permanence, indique-t-elle. Par ailleurs, nous assistons à une montée en puissance de certains contentieux, dont les contentieux environnementaux qui sont très impactants. »

Comment elle se positionne

Rattachée au directeur général exécutif de SNCF Réseau, Alain Quinet, Isabelle Hazard est également en relation directe avec les autres directeurs de l'entreprise. « Notre direction, dont la devise est "conseiller, accompagner, protéger", a une vision très large et transversale du groupe, affirme-t-elle. Je demande à mes équipes d'avoir une connaissance fine des enjeux stratégiques et institutionnels de SNCF Réseau. » Si elle évoque également la mise en place de nombreuses formations auprès des équipes opérationnelles, comme en marchés et droit de la responsabilité, la directrice juridique et conformité regrette en revanche de ne pas pouvoir accorder autant de temps qu'elle le souhaiterait à la partie compliance. « On aimerait parfois être davantage jardiniers et un peu moins pompiers, sourit-elle. Nous intervenons beaucoup en amont des décisions, mais les aléas induits par un réseau ferroviaire qui fonctionne 24h sur 24 font que l'on doit aussi souvent éteindre les incendies. »

Qui la conseille

La direction juridique et conformité d'Isabelle Hazard fait notamment appel à **Darrois Villey Maillot Brochier** avec **Henri Savoie**, associé, sur les problématiques de stratégie (par exemple pour les grands contrats) ; à **Fréget-Glaser & Associés** avec **Emmanuel Glaser**, associé, sur les sujets de concurrence ; à **Antonin Lévy** (aujourd'hui chez **Paul Hastings**) en droit pénal ; à **UGGC** avec **Philippe Hansen** et **Thierry Dal Farra**, associés, en matière commerciale ; ou encore à **Symchowicz-Weissberg** avec **Hervé Letellier** et **Emeric Morice**, associés, et à **Flichy Grangé** avec **Aurélie Cormier Le Goff**, associée, en droit social. Concernant le droit de l'environnement, SNCF Réseau est assisté par **Boivin & Associés** avec **Manuel Pennaforte**, associé, et par **Frêche & Associés** avec **Thomas Garancher**.

Chloé Enkaoua

DEAL DE LA SEMAINE

Un quatuor de financeurs pour épauler le développement d'Elyse Energy

La PME Elyse Energy, spécialisée dans la production de carburants durables et de matières premières bas carbone, sécurise 120 millions auprès du fonds néerlandais PGGM et de la banque Bpifrance, ainsi que de ses actionnaires existants Hy24 et Mirova. Un jalon clé pour l'entreprise qui se positionne dans une logique industrielle de long terme.

A l'heure où l'urgence climatique est sur toutes les lèvres, les sociétés œuvrant en faveur de la décarbonation ont la cote. La société lyonnaise Elyse Energy, créée il y a quatre ans à peine, ne fait pas exception. Elle vient de sécuriser une levée de fonds de 120 millions d'euros qui doit lui permettre d'accélérer le développement de ses projets de production d'e-méthanol et de carburants d'aviation durables en France et en Europe. Même si elle affiche environ 900 000 euros de pertes sur son exercice 2023, Elyse Energy a convaincu Hy24 et Mirova, ses actionnaires, de remettre au pot et a séduit deux nouveaux entrants : le gestionnaire de fonds de pension néerlandais PGGM et la banque publique d'investissement Bpifrance. Il faut dire que le quatuor a été actif ces derniers mois. La société de gestion globale d'actifs Mirova, filiale de Natixis Investment Managers, va injecter jusqu'à 480 millions d'euros dans le producteur autrichien d'énergies renouvelables RP Global (ODA du 30 octobre 2024). De son côté, Hy24 a mené une levée de fonds de 200 millions d'euros spécialisée dans la mobilité hydrogène (ODA du 17 avril 2024). Quant à PGGM, il avait notamment mené en début d'année le tour de table record de 304 millions d'euros de la start-up Electra, spécialisée dans les recharges de batte-

ries électriques (ODA du 24 janvier 2024). Elyse Energy est accompagnée par CLP-Cliperton avec Thomas Clément, associé, Maryon Demoulin, counsel, Arled Kosova, en corporate et en financement ; et Bertrand Galvez, associé, en droit fiscal ; ainsi que par WFW avec Laurent Battoue, associé, Antoine Bois-Minot, counsel, Amandine Collard et Catherine Masquelet, sur les aspects droit public, réglementaires et contrats de projet ; Thomas Rabain, associé, Lucile Mazoué et Chloé Léonard, en corporate ; et Karine Audouze, associée, Amandine Racé, en droit social. Hy24 est assisté par DLA Piper avec Fanny Combourieu, associée, Thomas Guillier, counsel, en droit fiscal. Le consortium composé d'Hy24, PGGM, Bpifrance et Mirova est conseillé par Gide Loyrette Nouel avec Alexis Pailleret, associé, Chloé Bouhours et Sophia Messedi, en corporate/M&A ; Marie Bouvet-Guiramand, associée, Pauline Coulon, sur les aspects projets ; Emma George, Léa Couturier et Camille Fromentin, en droit public ; et Pauline Manet, counsel, Johanna Degraëve, en droit social. PGGM est conseillé par Linklaters avec Samuel Bordeleau, associé, en énergie & infrastructure ; et Mehdi Boumedine, associé, en corporate/M&A ; avec le le bureau de Londres.

LE CONSEIL D'ELYSE ENERGY : THOMAS CLÉMENT, ASSOCIÉ CHEZ CLP-CLIPERTON

Dans quelle trajectoire stratégique s'intègre cette levée de fonds ?

Elyse Energy veut innover en offrant des carburants de synthèse à base d'hydrogène vert. Son ambition est de se doter de ses propres sites de production à l'horizon 2030. Mais cela a un coût : entre plusieurs centaines de millions ou milliards d'euros par projet. Le but de l'opération – qui a vu Hy24 devenir actionnaire à cette occasion – est de financer certains d'entre eux jusqu'au stade de la décision finale d'investissement (FID). Le deal a été structuré en ayant en tête que l'ambition industrielle d'Elyse Energy demandera d'autres financements pour se réaliser. Leur forme n'a pas encore été fixée à ce stade mais cela pourrait vraisemblablement être de la dette bancaire ou bien encore des subventions publiques ou d'autres mécanismes de soutien.

Quels en ont été les défis ?

Sur le plan corporate, cette levée de fonds devait s'articuler avec les investissements précédents. La diversité des acteurs du tour de table a nécessité des ajustements, car les entités juridiques concernées et les instruments déployés étaient variés. D'un point de vue stratégique, Elyse Energy est en plein développement. La société n'a pas encore d'infrastructures ou de revenus opérationnels. Il a donc fallu faire en sorte qu'une logique de capital-risque s'adapte à une temporalité



industrielle. Cela impliquait de prévoir des conditions juridiques adaptées à l'entrée de nouveaux fonds, à terme.

Des contraintes réglementaires spécifiques se sont-elles posées ?

Elyse Energy est un des acteurs du projet BioTJet qui a pour but de produire des carburants aéronautiques durables en partenariat avec IFP Energies nouvelles, le groupe Avril et BioNext. Cette initiative a reçu le soutien de l'Ademe dans le cadre du 4^e programme d'investissements d'avenir (PIA) - France 2030. Nous avons donc vérifié que le nouveau tour de table effectué ne contrevenait pas à ce soutien préexistant.

Bpifrance participe au tour de table. Est-ce que cela vise à rassurer de nouveaux investisseurs ?

La présence de Bpifrance au tour de table ne constitue pas une aide d'Etat et s'inscrit dans un accord de marché classique régi par des conditions alignées sur celles consenties aux acteurs privés partenaires de cette opération de financement. La filière hydrogène a suscité un grand enthousiasme au tournant des années 2010, mais a connu ces dernières années certains retards. Son développement en Europe passera entre autres par un accroissement du soutien réglementaire, notamment pour promouvoir l'usage de ces carburants plus respectueux de l'environnement. ■

Propos recueillis par Emmanuelle Serrano

CONTENTIEUX

Réformes multiples en droit de la procédure civile : la première instance et l'appel sont impactés

La pause estivale a annoncé diverses modifications de la procédure civile du fait de l'entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2024 de l'essentiel des dispositions du décret du 29 décembre 2023 [1] et du décret du 3 juillet 2024 [2]. Ces textes ont été élaborés en étroite collaboration avec les juridictions et les praticiens du droit, afin de procéder à des simplifications ciblées des dispositions de procédure civile. Un des premiers objectifs de ces décrets est de réduire la durée des procédures.



Par Camille Pecnard,
associé

Le décret « Magicobus 1 » prévoit une évolution importante du rôle du juge de la mise en état (JME) en procédant à un assouplissement du régime des fins de non-recevoir et en renforçant considérablement ses pouvoirs. Le nouvel article 789 du Code de procédure civile accorde à ce dernier la possibilité de renvoyer l'affaire à la formation de jugement lorsque sa complexité ou que l'état d'avancement de l'instruction le justifie. Cette marge d'appréciation, comme le relève la circulaire de présentation du décret Magicobus, « tend à resserrer le temps de traitement des affaires et introduit une souplesse permettant d'apporter une réponse adaptée et proportionnée à la particularité de chaque dossier » [3]. Les termes « complexité du moyen soulevé » et « état d'avancement de l'instruction » devront être définis par la jurisprudence pour maintenir la sécurité juridique.

Par ailleurs, afin d'éviter les ralentissements de la procédure et en particulier les appels dilatoires, le nouvel article 795 du Code de procédure civile supprime la possibilité de former un appel immédiat pour toutes les ordonnances du juge de la mise en état qui ne mettent pas fin à l'instance. Ces ordonnances pourront faire l'objet d'un appel différé, en même temps que le jugement statuant au fond, réduisant ainsi le nombre de contentieux incidents qui affectent l'efficacité des tribunaux.

Extension de l'ARA et mise en place d'outils plus flexibles

D'abord, le décret Magicobus prévoit une extension de l'audience de règlement amiable (ARA) aux juridictions commerciales. Cette procédure, auparavant applicable seulement aux tribunaux judiciaires [4], permet au juge d'adopter un rôle de médiateur pour accompagner les parties à trouver un accord amiable.

L'article 905 du Code de procédure civile innove

également, en incitant désormais les parties en appel à conclure une convention de procédure participative aux fins de mise en état (MEE), plutôt qu'à recourir à une mise en état judiciaire. Lors de l'audience d'orientation, le juge d'appel invitera désormais systématiquement les parties à conclure une convention de procédure participative. Ce mécanisme permet aux parties de s'accorder directement sur les délais et la gestion de leur affaire, créant ainsi un cadre plus flexible et collaboratif. En allégeant la rigidité des procédures classiques, cette initiative favorise des pratiques consensuelles, renforçant la capacité des parties à trouver des solutions adaptées à leurs besoins.

Prévue par le nouvel article 906-2 du Code de procédure civile relatif aux procédures à bref délai, la possibilité en procédure d'appel pour les magistrats d'adapter les délais (de les allonger ou de les réduire), d'office ou à la demande d'une des parties, est un réel atout en termes de flexibilité. Les délais étaient fixes jusqu'alors dans les procédures à bref délai. Le juge devra veiller à garantir les droits de la défense de chacune des parties, mais cet outil permettra de répondre aux imprévus et d'accélérer le processus de décision. Cette prérogative sera qualifiée de mesure d'administration judiciaire. Les parties pourront en faire la demande par message électronique sur le Réseau privé virtuel des avocats (RPVA), de manière analogue à la pratique des demandes de renvoi connue devant les tribunaux judiciaires.

Enfin, le décret portant simplification de la procédure d'appel en matière civile opère un changement important à propos de l'effet dévolutif de l'appel. Désormais, le nouvel article 915-2 du Code de procédure civile dispose que l'appelant principal peut « compléter, retrancher ou rectifier, dans le dispositif de ses premières conclusions remises dans les délais prévus [...], les chefs de jugement

critiqués mentionnés dans la déclaration d'appel ». Cet ajout devrait permettre de soulager avocats et tribunaux, d'avoir à produire et connaître des déclarations d'appel rectificatives successives qui génèrent tout autant de numéros de rôle pour une même affaire.

Le contenu du dispositif des conclusions est désormais codifié : l'appelant est encouragé, le cas échéant, à mentionner dans ses conclusions l'infirmerie ou l'annulation du jugement ; en cas de demande d'infirmerie, l'appelant doit citer expressément dans le dispositif de ses conclusions les chefs du jugement qu'il entend critiquer. Cette précision ne doit plus être simplement contenue dans les conclusions distinctement des éléments de discussion (article 954, alinéa 2, du Code de procédure civile). Ce changement favorise la clarté des conclusions d'appel.

Lisibilité accrue par l'autonomisation des articles d'appel

Le décret de simplification de la procédure d'appel en matière civile autonomise la procédure d'appel en supprimant les renvois aux dispositions sur le tribunal judiciaire et en structurant de manière plus précise les dispositions relatives à la procédure d'appel. A titre d'exemple, la procédure d'appel ne fait désormais plus référence au « juge de la mise en état » qui opère au sein du tribunal judiciaire, mais bien au « conseiller de la mise en état » qui intervient en appel.

Clarification de concepts procéduraux et codification de la jurisprudence

Parmi les notions ambiguës supprimées par le décret n° 2023-1391, celle d'« indivisibilité du litige » – la possibilité de se prévaloir de l'effet dévolutif de l'appel de manière totale sans mentionner expressément les chefs de jugement critiqués – était source d'insécurité juridique, notamment au regard de la jurisprudence qui imposait à l'appelant d'invoquer expressément cette indivisibilité dans sa déclaration d'appel, s'il entendait s'en prévaloir. Ainsi, la seule cause de dévolution totale du litige au juge d'appel qui justifiera l'absence de mention des chefs du dispositif du jugement critiqués dans la déclaration d'appel sera l'appel-annulation. La notion de « chefs du jugement » a été remplacée, pour plus de clarté, par la notion de « chefs du dispositif du jugement ».

Le concept de « force majeure » (Cass., 2^e civ., 25 mars 2021, n° 20-10.654) intègre désormais le Code de procédure civile au nouvel article 906-2. Il permet au président de la chambre saisie ou au magistrat désigné par le premier président, à la

demande d'une partie, d'écarter l'application des sanctions applicables au non-respect des délais prévus à l'article 906-2 dans le cas d'une « circonstance non imputable au fait de la partie et qui revêt pour elle un caractère insurmontable ».

Il est possible de renvoyer dans la déclaration d'appel à une annexe comportant les chefs du dispositif critiqués. Cette question de l'annexe de la déclaration d'appel a été clarifiée. L'article 901 est réécrit mais le droit positif demeure et ne remet pas en cause les solutions dégagées par la deuxième chambre civile de la Cour de cassation : le recours à l'annexe n'est pas conditionné à un empêchement technique (Cass., 2^e civ., 8 juillet 2022, avis n° 22-70.005), et le fait que la déclaration d'appel ne renvoie pas expressément à une annexe comportant les chefs de jugement critiqués n'est pas sanctionné par la nullité de la déclaration d'appel et ne prive pas la déclaration d'appel de son effet dévolutif (Cass., 2^e civ., 7 mars 2024, n° 22-23.522).

Enfin, le décret codifie la pratique qui voulait que l'appelant mentionne dans le dispositif de ses conclusions qu'il demandait l'infirmerie – à savoir la remise en cause du jugement pour se prononcer à nouveau – ou l'annulation du jugement sans le confirmer ou l'infirmer, le juge annulait le jugement dans sa totalité ou partiellement (Cass., 2^e civ., 17 septembre 2020, n° 18-23.626). Désormais, c'est une obligation légale. Il conviendra bien entendu d'attendre les retours des juridictions et des praticiens du droit pour mesurer l'impact de ces deux décrets. ■



et Jeanne Breton,
avocate,
Lavoix

[1] Décret n° 2023-1391 du 29 décembre 2023 portant simplification de la procédure d'appel en matière civile.

[2] Décret n° 2024-673 du 3 juillet 2024 portant diverses mesures de simplification de la procédure civile et relatif aux professions réglementées dit « Magicobus 1 ».

[3] Circulaire du 2 juillet 2024 de la Direction des affaires civiles et du sceau, N°NOR JUSC2418349C, N°CIRC C3/202430000931.

[4] Initiée par le décret n° 2023-686 du 29 juillet 2023 portant mesures favorisant le règlement amiable des litiges devant le tribunal judiciaire.

Nouvelle protection des dessins et modèles au sein de l'Union européenne

Publié au Journal officiel de l'Union européenne le 18 novembre 2024, le nouveau cadre législatif modernise la protection des dessins et modèles. Il simplifie les démarches, élargit les protections et s'adapte aux défis de l'ère numérique, tout en réduisant les coûts pour les titulaires de droits.



Par Vanessa Bouchara, associée, Bouchara & Avocats

Les anciens textes encadrant la protection des dessins et modèles ont vieilli dans un monde où les technologies numériques et les pratiques industrielles ont radicalement évolué. Entre la montée en puissance de l'impression 3D, l'explosion des interfaces numériques, et la nécessité d'harmoniser les pratiques juridiques à l'échelle européenne, il devenait urgent de réviser cette législation.

Entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission, deux nouveaux textes ont été adoptés : la directive (UE) 2024/2823, qui encadre la protection des dessins et modèles au niveau national dans les 27 Etats membres et le règlement (UE) 2024/2822, qui modernise la protection des dessins et modèles à l'échelle européenne, notamment via l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO). Ces nouveaux textes visent un double objectif : d'une part, protéger plus efficacement les créations, et d'autre part, faciliter les démarches pour les créateurs, grâce à une réduction des coûts et à des procédures simplifiées.

Des innovations majeures pour la protection des dessins et modèles

L'un des apports les plus novateurs de la réforme est l'élargissement des caractéristiques pouvant être protégées par les dessins et modèles. En plus des objets physiques, l'article 3 du règlement de l'Union européenne prend en compte les interfaces graphiques, les animations, les transitions numériques, et autres éléments audiovisuels, désormais éligibles à la protection. Utilisée couramment dans des secteurs comme la mode, l'ameublement ou l'industrie automobile, cette avancée permet aux créateurs de mieux valoriser et protéger leurs œuvres dans des environnements technologiques en constante évolution.

D'autre part, les textes créent enfin une reconnaissance visuelle. A l'instar du © pour le droit d'auteur ou du ® pour les marques, l'article 26 bis du règlement prévoit que les dessins et modèles bénéficie-

ront désormais de leur propre signal visuel, représenté par un D entouré d'un cercle. Cette mesure vise à rendre immédiatement identifiable la protection des créations, renforçant ainsi la sécurité juridique et la dissuasion des contrefacteurs.

Dans un objectif de lutte contre la contrefaçon, les nouveaux textes introduisent ainsi des dispositions spécifiques concernant la contrefaçon, adaptées à l'ère numérique. Désormais, le règlement de l'Union européenne interdit explicitement la création, le téléchargement ou la distribution de modèles numériques destinés à être reproduits par impression 3D. Cela protège les créateurs contre des usages illicites facilités par les technologies modernes.

Par ailleurs, la directive prévoit désormais une protection plus robuste. Une attention particulière est accordée à la lutte contre les produits contrefaits provenant de l'extérieur. En ce sens, l'article 16 de la directive introduit une disposition permettant aux titulaires d'empêcher que des produits contrefaits ne transitent par les territoires de l'Union européenne. Ensuite, les sanctions pour contrefaçon ont été alourdies, avec des dommages et intérêts plus substantiels, et une procédure plus efficace pour faire valoir ses droits.

Une procédure simplifiée et plus accessible

Les nouveaux textes introduisent la possibilité de regrouper jusqu'à 50 dessins ou modèles différents dans une seule demande, même s'ils appartiennent à des catégories de produits distinctes. Cette mesure vise à réduire significativement les coûts pour les entreprises et les indépendants.

L'article 26 de la directive prévoit que les dessins ou modèles devront être décrits avec précision et représentés visuellement de manière exhaustive lors de leur dépôt. Si les caractéristiques du produit protégé ne nécessitent pas d'être visibles lors de son utilisation, elles doivent néanmoins être clairement identifiables dans la demande d'enregistrement. Cette exigence renforce la sécurité des

titulaires de droits en cas de litige.

Si les taxes de renouvellement des dessins et modèles ont légèrement augmenté pour refléter l'étendue géographique de la protection (applicable à tous les pays de l'UE), les taxes initiales restent inchangées. Les entreprises pourront donc continuer à bénéficier d'un accès abordable pour le dépôt initial, tout en profitant d'une protection robuste et harmonisée.

Une législation en phase avec les attentes sociétales

Afin de libéraliser le marché des pièces de rechange, la présente directive prévoit, en son article 19, une clause de réparation qui exclut de la protection des dessins ou modèles les pièces détachées qui sont utilisées pour restaurer l'apparence initiale d'un produit complexe. Les textes ne prévoient cette exclusion qu'à l'égard des pièces destinées aux réparations et à condition qu'elles reproduisent de manière identique la pièce d'origine. En outre, l'accord trouvé équilibre les intérêts des consommateurs, des titulaires de droits sur les dessins ou modèles et de l'industrie des pièces détachées. Cette harmonisation entre le régime européen et les régimes nationaux est accompagnée d'une période transitoire de huit ans, destinée à permettre une mise en œuvre progressive de cette disposition au sein de l'UE.

En outre, les textes mettent à l'honneur la préservation du patrimoine culturel commun. En effet, ces textes interdisent l'enregistrement au titre des dessins et modèles d'éléments appartenant au patrimoine culturel. Cette disposition, inspirée de la définition de l'Unesco, vise à éviter la privatisation d'éléments tels que les costumes traditionnels ou autres biens culturels d'intérêt national, qui restent la propriété collective des citoyens. La directive prévoit que sont notamment concernés par cette interdiction les monuments, les produits de l'artisanat ou encore les costumes. Par conséquent, l'article 13, troisième point, dispose que « les Etats membres peuvent prévoir que l'enregistrement d'un dessin ou modèle soit refusé lorsqu'il retient une reproduction totale ou partielle d'éléments

appartenant au patrimoine culturel qui présentent un intérêt national ».

Vers une meilleure articulation avec le droit d'auteur

Enfin, la réforme consacre également la possibilité de cumul de protection entre les dessins et modèles et le droit d'auteur. Cette clarification, qui officialise une pratique déjà reconnue par la jurisprudence, garantit que les créations protégées par la législation sur les dessins ou modèles peuvent aussi bénéficier d'une protection par le droit d'auteur, à condition de répondre aux critères d'originalité.

Partant, cette réforme marque une avancée majeure pour la protection des dessins et modèles dans l'Union européenne. En élargissant les critères de protection aux éléments numériques, en simplifiant les démarches administratives et en renforçant la lutte contre la contrefaçon, elle offre aux créateurs un cadre juridique modernisé et adapté aux défis actuels. Tout en favorisant l'innovation, elle préserve l'intérêt général, notamment grâce à la clause de réparation et à la protection du patrimoine culturel. Ce nouvel équilibre entre les droits des créateurs et les attentes sociétales constitue une étape décisive pour la protection des dessins et modèles européens, renforçant leur compétitivité dans un contexte international en constante évolution. ■

Cette harmonisation entre le régime européen et les régimes nationaux est accompagnée d'une période transitoire de huit ans, destinée à permettre une mise en œuvre progressive de cette disposition au sein de l'UE.



**avec des articles
exclusifs chaque mois
et les classements des
cabinets d'avocats
tout au long de
l'année**

(M&A, contentieux, droit fiscal, restructuring, private equity)



DES AVANTAGES
pour les événements
organisés par le groupe
Option Finance

ABONNEZ-VOUS !

À compléter et à renvoyer **par mail** à : abonnement@optionfinance.fr
ou par courrier à : Option Finance Abonnements - 10 rue Pergolèse - 75016 Paris

Je m'abonne à Option Droit & Affaires pour 1 an.

Je vous demande d'enregistrer mon abonnement à *Option Droit&Affaires* au tarif de :

- | | | |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Licence université jusqu'à 100 étudiants/professeurs : 999 € HT/an (soit 1 019,99 € TTC) | <input type="checkbox"/> Cabinet de moins de 10 avocats : 1 195 € HT/an (soit 1 220,10 € TTC) | <input type="checkbox"/> Cabinet de 50 à 100 avocats : 1 810 € HT/an (soit 1 848,01 € TTC) |
| <input type="checkbox"/> Entreprise (5 accès) : 999 € HT/an (soit 1 019,99 € TTC) | <input type="checkbox"/> Cabinet de 10 à 50 avocats : 1 519 € HT/an (soit 1 550,90 € TTC) | <input type="checkbox"/> Cabinet de plus de 100 avocats : 1 990 € HT/an (soit 2 031,79 € TTC) |

☐ Mme ☐ Mr Nom :
Prénom
Société
Fonction
Téléphone [][][][][][][][][][]
Adresse de livraison

Code postal : Ville

Pour recevoir la lettre d'Option Droit & Affaires chaque mercredi soir,
merci de nous indiquer un email de contact de référence :

☐ Chèque à l'ordre d'Option Finance
☐ Virement bancaire à réception de facture
☐ Par carte bancaire en appelant le 01 53 63 55 58

☐ En m'abonnant j'accepte les CGV et CGU consultables en ligne*



Sous avis contraire de votre part par lettre recommandée deux mois avant la date d'échéance de votre abonnement, celui-ci sera reconduit par tacite reconduction pour un an. Pour l'étranger, frais de port en sus (consultez le service abonnements au 01 53 63 55 58). Conformément à la loi informatique et liberté du 06/01/78 vous disposez d'un droit d'accès aux données personnelles vous concernant. Par notre intermédiaire vous pouvez être amené à recevoir des propositions d'autres sociétés ou associations. Si vous ne le souhaitez pas, il suffit de nous écrire en nous indiquant vos nom, prénom, adresse, et si possible votre référence client. * Obligatoire.